

**Politique étrangère -
Multilatéralisme - Union
européenne - Syrie - Iran -
Nucléaire - Libye - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec le quotidien "Le Monde"**
(Paris, 23 septembre 2018)

Q - Il y a un an, M. Macron s'affirmait à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU comme le héraut d'un "multilatéralisme fort" face à M. Trump. A-t-il pu faire bouger les lignes ?

R - Indéniablement. La diplomatie vit une crise, et ce constat est toujours plus évident depuis un an. Un principe de base qui est de respecter sa parole et sa signature est ouvertement remis en cause. Un second principe, qui est de s'accorder sur les faits pour arriver à trouver un compromis, n'est plus respecté parce que les faits sont manipulés, niés, refusés. S'il n'y a plus de vérité commune, partagée, comment dialoguer ? En outre les acteurs de la déconstruction du multilatéralisme intensifient leurs attaques méthodiques.

Il nous faut donc agir pour restaurer un multilatéralisme efficace. Afin de sauver l'essentiel du système mis en place après la seconde guerre mondiale, il est nécessaire d'en réformer les outils majeurs à notre disposition, notamment les Nations unies ou l'Organisation mondiale du commerce. Des forums nouveaux comme celui de Paris sur la paix, qui se tiendra le 11 novembre, ou le sommet One Planet sur le climat, à l'initiative du président de la République, sont des innovations qui renouvellent le multilatéralisme.

La mise en place du G5 Sahel avec le soutien de la France et de ses partenaires internationaux est un exemple de ce que nous pouvons faire pour que le multilatéralisme retrouve de la vigueur. La France doit être une force d'initiative, en travaillant avec ce que j'appelle "des puissances de bonne volonté" qui, comme elle, sont arrimées aux enjeux démocratiques, au droit, à la nécessité de la coopération internationale. Je pense notamment à des pays comme l'Inde, le Canada, l'Australie, le Japon, le Mexique, la Corée du Sud, qui ont les mêmes valeurs et les mêmes interrogations que nous. Et, bien sûr, en tout premier lieu à l'Europe.

Q - En Europe, justement, il n'y a pas que des "puissances de bonne volonté" arrimées au droit, et le président Macron semble bien isolé...

R - Il est de bon ton de critiquer l'Europe et sa faiblesse, alors même que depuis dix-huit mois elle a accompli des pas très importants, qui ne sont ni reconnus ni identifiés comme tels. À chaque fois, la France joue son rôle et entraîne ses partenaires. Le président de la République donne le ton et il est très souvent suivi. Il y a eu un accord à Göteborg sur l'Europe sociale que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, propose de mettre dans les fondamentaux

de l'Union ; la modification de la directive sur les travailleurs détachés, que l'on pensait inatteignable ; l'accord européen sur la stratégie numérique ; la protection du droit d'auteur. Il y a eu aussi un accord sur la création du Fonds européen de défense avec une proposition significative de la Commission à 13 milliards d'euros. Les Européens sont restés unis pour refuser le diktat commercial des Etats-Unis, comme ils l'ont fait aussi à propos de l'Iran. Le Parlement européen vient de rappeler les fondamentaux de l'Etat de droit lors du vote sur la Hongrie.

Le paradoxe est là : l'Europe ne s'assume pas comme une force collective, ce qu'elle est déjà pourtant aux yeux de ceux qui n'ont pas intérêt à cette montée en puissance. Si les Etats-Unis, mais aussi la Russie ou la Chine essaient de jouer une partie des Européens contre les autres, c'est bien que l'UE est plus forte qu'elle ne le croit elle-même. En outre ceux qui pensent que la solution nationale peut les protéger de la mondialisation sauvage arrivent au résultat inverse en se repliant sur eux-mêmes. Les questions lourdes qui sont devant nous ne peuvent se gérer que dans le cadre européen. L'enjeu pour les prochaines élections européennes est d'affirmer à la fois une Europe puissante et une Europe protectrice.

Q - Quel rôle peut avoir une France très marginalisée pour une solution du conflit syrien ?

R - Nous sommes au contact permanent de tous ceux qui peuvent contribuer à une solution. Nous n'avons cessé de dire que la solution ne peut être que politique, face à un Bachar Al-Assad et à son régime qui considèrent que la solution ne peut être que militaire. Parce qu'elle est au Conseil de sécurité, et parce qu'elle s'est engagée en Syrie dans la lutte contre Daech, la France agit pour cette nécessaire sortie de crise.

À Saint-Pétersbourg, le président s'est entendu avec son homologue russe pour que le groupe d'Astana - Russie, Turquie Iran - et le "Small Group "créé à Paris sur la crise syrienne - Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Egypte, Jordanie, Arabie saoudite - se rapprochent sur un agenda politique, une nouvelle Constitution, des mesures de confiance comme l'aide humanitaire, l'organisation de futures élections à des conditions strictes de crédibilité et de transparence. Comme il est difficile de mettre l'Iran et les Etats-Unis à la même table, la France d'un côté, la Russie de l'autre font le lien. C'est cela, le rôle de la France, comme l'a aussi montré la crise d'Idlib. Les alertes et la pression que nous avons exercée face au risque d'un désastre humanitaire et sécuritaire ont été utiles. Et ce d'autant plus que le groupe d'Astana a éclaté sur le sujet à Téhéran et que la Turquie nous a demandé d'agir au Conseil de sécurité pour consolider l'accord négocié avec Vladimir Poutine sur Idlib.

Q - Jusqu'où le soutien de la France aux Kurdes ira-t-il ?

R - La solution kurde en Syrie passe par une réforme de la Constitution permettant une véritable régionalisation et une reconnaissance de la réalité kurde. Ce sera aux Syriens d'en décider dans le cadre du processus de transition politique qui doit se mettre en place au cours duquel, de notre point de vue, aussi bien les réfugiés que les déplacés doivent pouvoir voter et rentrer chez eux en sécurité. Nous serons très vigilants sur ce point.

Q - Cela est-il possible avec le maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir ?

R - Une transition politique est nécessaire. C'est l'évidence après plus de sept années de guerre en Syrie. Il n'y a pas d'alternative et c'est aussi l'intérêt de la Russie. Elle est consciente que gagner militairement une guerre sans pouvoir ni construire la paix ni assurer la reconstruction d'un pays dévasté, cela ressemble à une défaite.

Q - Les Israéliens ont, ces jours derniers, bombardé des cibles liées au programme chimique syrien. Nos frappes d'avril n'avaient-elles pas été suffisantes ? Y avait-il des armes que nous ne connaissions pas ?

R - Après l'automne 2013, l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) a mené les inspections nécessaires sur la base des déclarations syriennes, sur lesquelles nous avons toujours eu énormément de doutes. En mars, lors de ma visite à Téhéran, je disais déjà aux Iraniens que leur présence permanente en Syrie allait faire muter le conflit en un conflit régional. C'est ce que nous voyons maintenant. Il y a eu plus de deux cents frappes israéliennes sur la Syrie parce que les Israéliens ne peuvent admettre ni des groupes armés iraniens positionnés en Syrie ni le déploiement d'armes à même d'atteindre leur territoire mises à la disposition de groupes comme le Hezbollah.

Nous sommes dans une situation dangereuse. Les déclarations russes évoquant de possibles attaques chimiques menées par des groupes présents à Idlib nous inquiètent et semblent des manipulations visant à préparer l'opinion. La fermeté de la France, qui a rappelé sa détermination à frapper à nouveau si de telles armes sont encore une fois employées par le régime, a contribué à une évolution des positions à Idlib.

Q - Les Russes ont utilisé des armes chimiques au coeur de l'Europe dans le cas Skripal, et viennent de se moquer des Européens en présentant ses deux agents comme des touristes...

R - Nous ne voulons pas l'isolement de la Russie et nous voulons coopérer. Encore faut-il que la Russie, sur beaucoup de sujets et singulièrement sur la question chimique, fasse preuve de loyauté et de coopération elle aussi, qu'elle renonce à toute forme de manipulation. Nous devons avoir un rapport exigeant avec elle en approfondissant notre dialogue, tout en étant intransigeant sur les fondamentaux. Dans l'affaire Skripal, nous avons répondu, nous avons pris des mesures.

Q - Les perches tendues à la Russie ont-elles donné des résultats ?

R - C'est à la Russie de faire les choix de son destin. Elle est attachée à un grand principe, la non-ingérence. Coopérer avec nous nécessite aussi qu'elle ne s'ingère pas dans nos affaires politiquement, médiatiquement ou, pire, à travers des attaques chimiques comme dans l'affaire Skripal. La non-ingérence, ça ne se négocie pas.

Q - Avec l'Iran, est-ce que la France est encore en position d'être un médiateur ?

R - Notre capital diplomatique réside dans notre fiabilité. Nous respectons nos engagements. Nous avons signé l'accord de Vienne et nous respectons notre signature tant que les Iraniens respectent la leur. Cet accord doit tenir, pour l'instant il tient. Le dernier rapport de l'AIEA - Agence internationale de l'énergie atomique - le montre. Une fois qu'on a dit cela, il faut faire en sorte que les retours dont l'Iran peut bénéficier soient eux aussi au rendez-vous. C'est pour cette raison que nous agissons dans plusieurs directions.

D'abord, obtenir des Etats-Unis une saine clarification sur les secteurs économiques qui ne sont pas touchés par les mesures extraterritoriales - dans le domaine pharmaceutique, l'agroalimentaire, il doit y avoir un commerce normal avec l'Iran. Ensuite, nous devons définir des mécanismes financiers insensibles aux sanctions à caractère extraterritorial des Américains. Nous y travaillons avec l'Allemagne et le Royaume-Uni mais aussi avec les Chinois, les Russes et d'autres, qui doivent être à bord. Nous allons nous retrouver à New York sur cette question.

Par contre, l'Iran devra venir à la table des discussions sur le reste : le nucléaire après 2025 ; ses interventions au Liban, au Yémen ou en Syrie ; son activité missilière prolifique. C'est la proposition qu'a faite M. Macron à M. Trump en avril et qu'il expose depuis plus d'un an, il n'y a pas d'autre hypothèse de travail sur la table.

Q - Qu'attendre de Donald Trump ?

R - Nous sommes très attachés, comme les Américains, à la non-prolifération. C'est un point d'accord majeur pour la sécurité du monde, partout, en Corée du Nord comme en Iran. Il semble que la posture américaine soit différente sur la Corée du Nord et sur l'Iran, mais la non-prolifération ne se partage pas non plus. Si Donald Trump demande que le Conseil de sécurité se détermine sur la non-prolifération, nous serons d'accord. Ce qui se passe avec la Corée du Nord est encourageant, cela a permis de diminuer la tension dans la zone, de recréer du lien fort entre les deux Corées. Qu'il y ait enfin un traité de paix, bravo. Mais il faut l'articuler avec la dénucléarisation indispensable de la Corée du Nord, vérifiée et irréversible. J'en parlerai avec Mike Pompeo, que je verrai à Washington, et avec James Mattis, qui rendra bientôt visite à Florence Parly.

Q - En Libye n'est-on pas dans l'impasse ? La France semble la dernière à penser qu'il peut y avoir des élections le 10 décembre. Les Italiens ne jugent pas cela pertinent.

R - Est-ce qu'il existe une alternative ? Non. Un plan qui repose sur le rejet des élections serait difficile à défendre. Les Italiens étaient à la réunion de Paris qui a décidé cette feuille de route avec la participation du représentant spécial des Nations unies et endossée par celles-ci. Il faut en Libye la légitimité d'un pouvoir civil. À Paris, le 29 mai, un accord des responsables libyens a été acté sur la méthode pour accéder à cette légitimité. Khaled Al-Mechri - Haut Conseil d'Etat libyen -, Fayez Al-Sarraj - Conseil présidentiel -, Khalifa Haftar - Armée nationale - et Aguila Salah - président de la Chambre des députés - sont d'accord sur le fait qu'il faut réunifier les institutions, donner une légitimité interne et externe aux autorités libyennes et que le seul processus qui permette d'y arriver est l'élection.

Des combats ont lieu à Tripoli entre milices pour des rentes, mais en ce moment même le Parlement se réunit pour élaborer la loi électorale. Et trois millions de Libyens se sont inscrits sur les listes électorales sur six millions d'habitants, il faut tenir compte de cette aspiration. La date du 10 décembre a été fixée par les Libyens et le processus a été validé par le Conseil de sécurité de l'ONU et par Ghassan Salamé (envoyé spécial de l'ONU en Libye).

Q - L'ONU pourrait-elle prendre en main l'organisation du scrutin ?

R - Il y a en Libye une haute commission électorale soutenue par l'ONU et par plusieurs pays, dont la France. C'est souvent au moment où les choses se cristallisent que des tensions apparaissent, mais il n'y a pas d'autre proposition sur la table et elle doit aboutir. J'ai confiance en M. Salamé.

Q - Allez-vous quitter le gouvernement pour une élection en Bretagne ?

R - J'ai été élu trois fois président de la région. J'ai un bon successeur. Je continue à oeuvrer pour la Bretagne. Mais, aujourd'hui, ma mission est de servir la France auprès du président de la République./.